

## FRANCE

La croissance économique devrait renouer avec un rythme soutenu proche de 2 % sur la période 2018-19 grâce à la forte demande extérieure et à la confiance, solide, des chefs d'entreprise. Un allègement progressif de la fiscalité des entreprises et des conditions de financement favorables stimuleront l'investissement des entreprises. La baisse de la fiscalité du travail et les réformes du marché du travail devraient soutenir les créations d'emplois et stimuler la consommation des ménages et l'inclusion sociale. L'inflation devrait remonter, portée par l'affermissement de l'économie et la hausse des salaires.

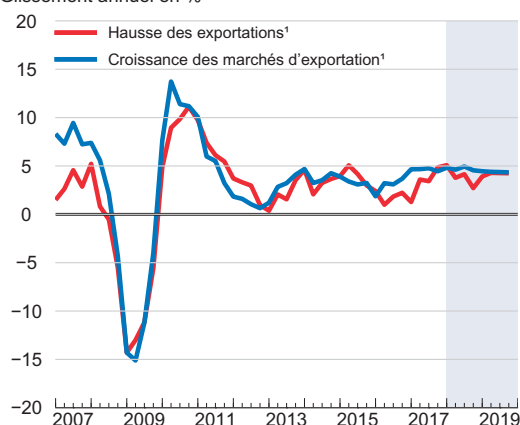
L'orientation budgétaire devrait être globalement neutre. La croissance soutenue, la réduction du nombre de contrats aidés et des aides au logement, ainsi qu'une maîtrise accrue des dépenses des collectivités territoriales devraient globalement compenser la diminution de la fiscalité des ménages et des entreprises. Toutefois, pour financer durablement cette baisse de la fiscalité, de nouvelles réductions des dépenses non prioritaires et une meilleure efficacité des dépenses sociales et de l'investissement dans les infrastructures seront nécessaires. Parallèlement, la croissance à moyen terme dépendra de la poursuite de la mise en œuvre de réformes structurelles visant à améliorer les compétences, réduire la segmentation du marché du travail et intensifier la concurrence dans le secteur des services.

**La croissance s'est affermie**

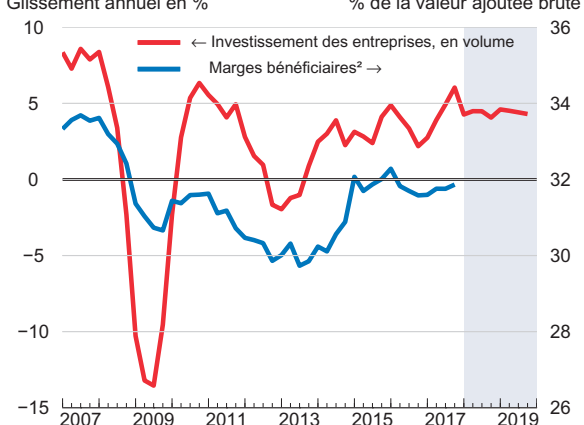
La France bénéficie d'une expansion soutenue, l'amélioration des conditions extérieures, l'allègement de la fiscalité du travail et des entreprises et les réformes en cours du marché du travail favorisant les exportations et l'investissement des entreprises. Les exportations ont accéléré en 2017, profitant de l'essor des échanges internationaux, de la vigueur des livraisons dans l'aéronautique et du rebond des exportations agricoles et de l'activité touristique. Les marges bénéficiaires des entreprises se sont améliorées et les

## France

**La demande extérieure soutiendra la croissance**  
Glissement annuel en %




**L'investissement des entreprises restera vigoureux**  
Glissement annuel en %      % de la valeur ajoutée brute



1. Biens et services, en volume.

2. Sociétés non financières.

Source : INSEE ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729971>

France : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	2 153.3	1.0	1.1	2.3	1.9	1.9
Consommation privée	1 186.9	1.4	2.1	1.3	1.2	1.6
Consommation publique	515.8	1.1	1.2	1.6	1.4	0.7
Formation brute de capital fixe	469.7	0.9	2.7	3.8	3.7	4.0
Demande intérieure finale	2 172.4	1.2	2.0	1.9	1.8	1.9
Variation des stocks <sup>1</sup>	23.5	0.3	-0.1	0.4	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	2 195.8	1.5	1.9	2.3	1.5	1.9
Exportations de biens et services	621.8	4.0	1.9	3.3	3.9	4.2
Importations de biens et services	664.4	5.5	4.2	4.1	2.6	3.9
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 42.6	-0.5	-0.8	-0.3	0.3	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.1	0.2	0.7	1.2	1.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.1	0.3	1.2	1.9	1.5
IPCH sous-jacent <sup>2</sup>	—	0.6	0.6	0.6	1.1	1.4
Taux de chômage <sup>3</sup> (% de la population active)	—	10.4	10.1	9.4	8.7	8.3
Taux d'épargne brute des ménages (% du revenu disponible)	—	13.9	13.6	13.8	13.5	13.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-3.6	-3.4	-2.6	-2.3	-2.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	120.3	123.5	121.9	122.0	121.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	95.6	96.7	96.7	96.8	96.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-0.4	-0.8	-0.6	-0.5	-0.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

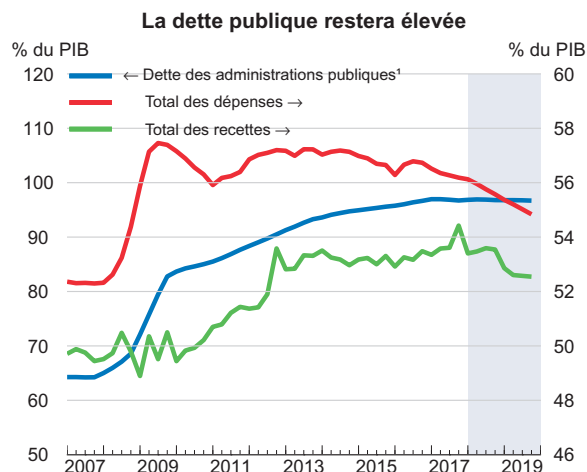
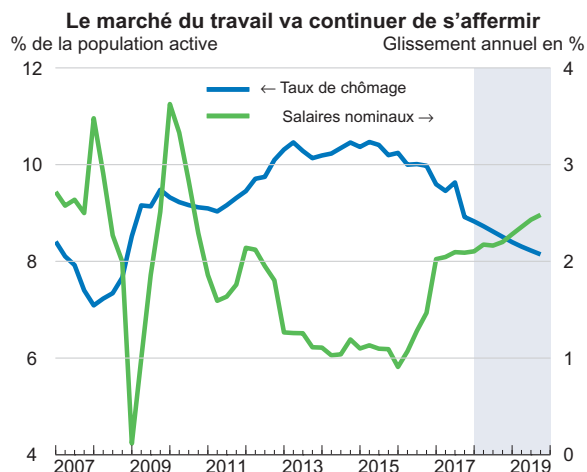
2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

3. Y compris les départements d'outre-mer.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731016>

## France



1. Définition de Maastricht.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729990>

conditions de financement restent favorables. L'activité a certes ralenti début 2018, mais les prêts à l'investissement continuent d'augmenter et les enquêtes auprès des entreprises mettent en évidence la solidité des dépenses d'investissement tandis que des problèmes de capacités apparaissent dans certains secteurs.

L'emploi dans les services s'est fortement accru et le taux de chômage a diminué. Le taux d'activité des seniors a augmenté régulièrement et la dépendance à l'égard des emplois aidés a diminué. Cependant, le chômage reste élevé et les contrats de courte durée représentent l'essentiel des recrutements. Les pénuries de main-d'œuvre très qualifiée sont en hausse. En revanche, les travailleurs peu qualifiés sont confrontés à un chômage et un sous-emploi plus importants et accèdent moins facilement à la formation, ce qui se traduit par un manque à gagner en termes de productivité, de revenus et de bien-être.

La consommation privée a progressé régulièrement à la faveur des fortes créations d'emplois, même si elle a quelque peu fléchi au début de 2018 en raison, essentiellement, de circonstances exceptionnelles, parmi lesquelles une chute de la consommation d'énergie imputable aux conditions météorologiques. L'investissement résidentiel a quant à lui ralenti après deux années de croissance vigoureuse. Les prix et les ventes de logements anciens continuent d'augmenter, mais les nouvelles mises en chantier ont ralenti. Le dynamisme des importations de produits manufacturiers a creusé un peu plus le déficit de la balance commerciale, malgré le redressement des exportations.

La hausse récente des prix du pétrole et l'augmentation progressive de la fiscalité sur le tabac et l'énergie ont entraîné une montée temporaire de l'inflation début 2018. La croissance des salaires demeure contenue, mais l'affermissement de l'économie et la baisse du taux de chômage, ainsi que les effets indirects de la hausse des prix de l'énergie, favoriseront une montée graduelle de l'inflation sous-jacente.

### **Les réformes structurelles et budgétaires soutiendront une dynamique de croissance plus inclusive**

L'orientation budgétaire devrait être globalement neutre. Le gouvernement prévoit de financer la baisse progressive de la fiscalité des entreprises et du travail en diminuant les dépenses publiques courantes. L'allègement de la fiscalité du travail, des entreprises et du capital et la réduction du coût du travail peu qualifié soutiendront la reprise et renforceront son caractère inclusif. L'expansion économique, la maîtrise accrue des dépenses publiques et la diminution des contrats aidés et des aides au logement maintiendront le déficit en dessous de 3 % du PIB.

Il convient de saluer le choix de mesures d'assainissement budgétaire axées sur les dépenses, mais de nouvelles coupes dans les dépenses inefficaces et non prioritaires seront nécessaires afin d'assurer un financement durable des baisses d'impôts et de dégager une marge de manœuvre pour réaliser les investissements prévus, porteurs de gains de productivité. Le réexamen annoncé de certaines dépenses sera particulièrement important pour réduire les chevauchements de compétences entre collectivités territoriales et identifier les secteurs où il est envisageable de ne pas remplacer chaque fonctionnaire partant à la retraite. Les réformes prévues de la formation professionnelle, du système de santé et des retraites pourraient également favoriser l'inclusivité et la croissance à long terme. En particulier, relever l'âge de la retraite en fonction de l'espérance de vie, tout en améliorant l'accès des seniors à la formation et en facilitant leur départ

progressif à la retraite, permettrait de freiner l'augmentation des dépenses publiques et d'accroître les perspectives d'emploi.

Les réformes en cours du marché du travail contribueront à accroître l'inclusion sociale, les compétences et la qualité des emplois. Les réformes de 2017 faciliteront les négociations par entreprise, conféreront plus de sécurité juridique au licenciement économique, simplifieront les modalités de représentation des salariés et conduiront à une meilleure prise en compte de la situation des petites entreprises dans les accords de branche. Elles pourraient permettre de mieux ajuster l'évolution des salaires en fonction de la productivité au niveau de chaque entreprise, et pourraient encourager les recrutements en contrat à durée indéterminée. Une mise en œuvre rapide de la refonte de la formation professionnelle et l'importance accrue accordée à l'apprentissage pourraient aussi permettre de renforcer les compétences et de mieux faire concorder offres et demandes d'emploi. Enfin, l'allègement de la réglementation et l'intensification de la concurrence dans les services consolideront les effets à long terme de ces réformes.

### ***La croissance devrait être soutenue***

La croissance économique devrait se redresser d'ici le milieu d'année. La reprise du commerce mondial et les réformes en cours du marché du travail et de la fiscalité soutiendront l'investissement des entreprises et les exportations. L'investissement public continuera sa remontée, malgré le ralentissement de l'investissement résidentiel. Les créations d'emplois et des conditions de financement favorables, ainsi qu'un abaissement de la fiscalité des ménages, stimuleront la consommation privée. Les tensions sur le marché du travail devraient quant à elles entraîner une légère revalorisation des salaires et une hausse des prix. L'accroissement de la consommation pourrait s'avérer plus fort que prévu si la confiance des consommateurs et la croissance faisaient baisser les taux de chômage et de l'épargne des ménages plus rapidement qu'attendu. De même, une réforme ambitieuse de la réglementation des entreprises pourrait stimuler davantage l'investissement et les exportations. En revanche, le gouvernement pourrait se heurter à des difficultés politiques pour mettre en œuvre toutes les réformes envisagées. La persistance de mouvements de grève fortement suivis pourrait alors brider la croissance.